



CHAPITRE 142

CHAPTER 142

Loi concernant La corporation du village d'Amqui et La corporation de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre, ainsi que Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui, dans le comté de Matapédia, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia

An Act respecting The corporation of the village of Amqui and The corporation of the parish of Saint-Benoît-Joseph-Labre, as well as The school commissioners for the municipality of Amqui, in the county of Matapédia, and The school commissioners for the municipality of Saint-Benoît-Labre, in the county of Matapédia

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que La corporation du village d'Amqui et Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui, dans le comté de Matapédia, ont, par leur pétition, représenté que par suite de l'augmentation de la population et du développement industriel et commercial, les dépenses pour fins de travaux publics permanents et pour fins scolaires, ont considérablement augmentées et que les revenus dont ils disposent actuellement sont insuffisants et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu qu'il est dans l'intérêt desdites corporations, que de nouvelles sources de revenus leur soient accordées;

Attendu que La corporation de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia, ont à envisager les mêmes difficultés;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS The corporation of the village of Amqui and The school commissioners for the municipality of Amqui, have, by their petition, represented that owing to the increase of the population and the industrial and commercial development, the expenses for permanent public works and school purposes have greatly increased, and their present revenues are insufficient and it has become necessary to increase the same;

Whereas it is in the interest of the said corporations that they be granted new sources of revenue;

Whereas The corporation of the parish of Saint-Benoît-Joseph-Labre and The school commissioners for the municipality of Saint-Benoît-Labre, in the county of Matapédia, are faced with the same difficulties;

Whereas it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Taxe
spéciale
autorisée.

1. La corporation du village d'Amqui est autorisée à imposer et prélever, par résolution, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de deux pour cent, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés dans les limites du village d'Amqui ainsi que dans les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre.

Préleve-
ment et
percep-
tion.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88, des Statuts refondus, 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

Conven-
tions au-
torisées.

3. La corporation municipale du village d'Amqui est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province, pour la perception de la taxe dont l'imposition est autorisée par la présente loi.

Stipula-
tion.

Ces conventions pourront stipuler qu'il sera permis au trésorier du village d'Amqui, d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront en outre autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits du village d'Amqui, concernant la perception de la taxe de vente ci-dessus et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à ladite taxe de vente que pourra imposer La corporation municipale du village d'Amqui en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

Special
tax au-
thorized.

1. The corporation of the village of Amqui is authorized to impose and levy, by resolution, from the coming into force of this act, in addition to any other tax, a special tax of two per cent, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lightning, power or heating and telephone service sold or purchased within the limits of the village of Amqui as well as within the limits of the municipality of the parish of Saint-Benoît-Joseph-Labre.

Levy and
collection.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and the same exemptions as the tax levied under sections 4 and 5 of the said chapter 88, of the Revised Statutes, 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*.

Agree-
ments au-
thorized.

3. The municipal corporation of the village of Amqui is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipula-
tion.

Such agreements may stipulate that the treasurer of the village of Amqui shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the said Retail Sales Tax Act.

Transfer
of rights.

Such agreements may also authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the village of Amqui, respecting the collection of the aforementioned sales tax and actions for infringement of this act.

Provisions
to apply.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act) shall apply to the said sales tax that may be imposed by The municipal corporation of the village of Amqui under this act, *mutatis mutandis*.

Taxe
spéciale
autorisée.

5. Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui, dans le comté de Matapédia, sont autorisés à imposer et prélever, par résolution, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe d'éducation, sur le prix de vente ou d'achat en détail, tel que prévu par l'article 1 de la présente loi et ce dans les limites du territoire, sous la juridiction desdits commissaires ainsi que dans les limites du territoire sous la juridiction des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia.

5. The school commissioners for the municipality of Amqui, in the county of Matapédia, are authorized to impose and levy, by resolution, from the coming into force of this act, in addition to any other tax, a special tax of one per cent called education tax on the retail sale or purchase price, as provided for by section 1 of this act within the limits of the territory under the jurisdiction of the said commissioners as well as within the limits of the territory under the jurisdiction of the school commissioners for the municipality of Saint-Benoît-Labre, in the county of Matapédia.

Special
tax au-
thorized.

Percep-
tion et
prélève-
ment.

6. Cette taxe de un pour cent, que lesdits commissaires sont autorisés à imposer et à prélever, sera perçue et prélevée de la manière indiquée à l'article 2, de la présente loi.

6. Such tax of one per cent, that the said commissioners are authorized to impose and levy, shall be levied and collected in the manner indicated in section 2 of this act.

Levy and
collection.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi, s'appliqueront aussi aux commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui, dans le comté de Matapédia.

The provisions of sections 3 and 4 of this act shall also apply to the school commissioners for the municipality of Amqui, in the county of Matapédia.

Provisions
to apply.

Partage.

7. Le produit de la taxe de vente perçue en vertu de la présente loi par La corporation du village d'Amqui doit être, après déduction des dépenses encourues par ladite corporation pour l'imposition et la perception de ladite taxe, partagé tous les trois mois entre La corporation du village d'Amqui et La corporation de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre.

7. The proceeds of the sales tax collected under this act by The corporation of the village of Amqui, after deducting the expenses incurred by the said corporation in imposing and collecting the said tax, shall be shared every three months between The corporation of the village of Amqui and The corporation of the parish of Saint-Benoît-Joseph-Labre.

Sharing.

Idem.

La corporation de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre recevra soixante pour cent du montant qui lui reviendrait si le partage était fait au prorata de la population des deux municipalités.

The corporation of the parish of Saint-Benoît-Joseph-Labre shall receive sixty per cent of the amount which it would obtain if the partition was made proportionately to the population of both municipalities.

Idem.

Idem.

La corporation du village d'Amqui aura droit au résidu.

The corporation of the village of Amqui shall be entitled to the balance.

Idem.

Recense-
ment.

Le chiffre de la population desdites corporations sera basé sur le recensement annuel effectué lors de la confection du rôle.

The number of the population of the said corporations shall be based upon the annual census taken at the time of making the roll.

Census.

Partage.

8. Le produit de la taxe de vente perçue en vertu de la présente loi par Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui doit être, après déduction des dépenses encourues par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ladite taxe, partagé tous les trois

8. The proceeds of the sales tax collected under this act by The school commissioners for the municipality of Amqui, after deducting the expenses incurred by the said commissioners in imposing and collecting the said tax, shall be shared every three months between The school

Partition.

mois entre Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui dans le comté de Matapédia et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia.

Partage.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia, recevront soixante pour cent du montant qui leur reviendrait si le partage était fait au prorata du nombre des enfants de chacune des deux commissions scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique.

Idem.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Amqui, dans le comté de Matapédia, auront droit au résidu.

Décision
du surin-
tendant.

En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

commissioners for the municipality of Amqui, in the county of Matapédia and The school commissioners for the municipality of Saint-Benoît-Labre, in the county of Matapédia.

Partition.

The school commissioners for the municipality of Saint-Benoît-Labre, in the county of Matapédia, shall receive sixty per cent of the amount which it would obtain if the partition was made proportionately to the number of children of the two concerned school boards, such as determined by the census provided for in section 285 of the Education Act.

Idem.

The school commissioners for the municipality of Amqui, in the county of Matapédia, shall be entitled to the balance.

In case of difference of opinion in this respect, the Superintendent of Education shall decide in last resort.

Decision
of Super-
intendent.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.